

Coralie Delaume : « Les élites françaises ont un rapport maladif à l'Allemagne qui, pour sa part, ne cesse de germaniser toujours plus l'Europe »

Tandis que les élites françaises souffrent d'un puissant complexe d'infériorité vis à vis du « modèle allemand », et l'utilisent uniquement comme un facteur extérieur propre à discipliner la France, les Allemands profitent à plein d'une Union européenne taillée sur mesure pour satisfaire son industrie.

Avec Coralie Delaume

Atlantico : Dans votre dernier livre "Le couple franco-allemand n'existe pas" (éditions Michalon), vous décrivez une relation de pouvoir inégalitaire entre deux pays, avec une différence de perception forte entre les deux capitales. Comment expliquez vous que la notion de couple franco-allemand existe en France bien plus qu'en Allemagne ?

Coralie Delaume : La notion de couple franco-allemand est une expression française uniquement. Les dirigeants français l'emploient pour tenter présenter la relation avec l'Allemagne comme étant égalitaire, pour faire valoir l'image d'une France et d'une Allemagne gouvernant l'Europe main dans la main et à parité. Mais cela n'est pas le cas. Si l'Europe a d'abord été française, à l'époque gaulliste notamment, elle est progressivement devenue allemande en raison d'un certain nombre de choix qui ont été faits. D'abord le choix de la supranationalité, alors que l'Europe aurait tout aussi bien pu être intergouvernementale et préserver ainsi les souverainetés nationales. Ensuite le fait qu'il s'agisse d'une Europe économique avant tout, d'un grand marché dérégulé.

L'Europe supranationale, d'abord, évoque la tradition politique allemande de long terme. L'Union européenne ressemble à certains égards à ce que fut le 1er Reich (autrement dit le Saint-empire romain germanique), entité fluide, avec des frontières labiles et composé de nombre d'entités souveraines associées, ainsi que de différents niveaux de souveraineté. C'est cette histoire qui fait de l'Allemagne d'aujourd'hui un État fédéral. Et c'est ce qui fait qu'elle se retrouve beaucoup mieux que la France, pays centralisé où le rôle de l'État a été décisif dans la « fabrication » de la nation, dans les institutions quasi-fédérales de l'Union européenne.

Quant au grand marché, il est né avec l'Union douanière, qui n'était pas sans rappeler d'ailleurs le *Zollverein*, cette union douanière bâtie au XIX^e siècle autour de la Prusse. Il a ensuite subi des transformations qui n'ont eu de cesse de renforcer le poids économique et la centralité de l'Allemagne. On peut citer : la transformation du « Marché commun » en « Marché unique » en 1986, la réunification qui a mis l'Allemagne au cœur du continent et en a fait le pays le plus peuplé ; l'euro qui est né d'une volonté française d'encadrer l'Allemagne réunifiée en la privant de cet instrument fondamental de sa puissance qu'était le Mark, mais qui a en réalité été bâti sur le modèle dudit Mark - ce qui était la condition pour que l'Allemagne l'accepte alors qu'elle n'y tenait pas - c'est-à-dire autour du principe d'une monnaie forte, d'une indépendance de la Banque Centrale, et d'une Banque Centrale ayant pour rôle principal la lutte contre

l'inflation.

Tout cela a beaucoup favorisé l'Allemagne. Au début parce qu'il s'agissait de son modèle monétaire. Ensuite et bien que la politique monétaire de la BCE ait beaucoup changé depuis 2012, parce que l'euro est structurellement sous-évalué pour l'économie allemande et dope artificiellement sa compétitivité-coûts, cependant qu'il est largement surévalué pour l'économie française, et étouffe la compétitivité de notre pays.

Enfin, le dernier élément qui a favorisé la puissance économique allemande, a été l'intégration des pays d'Europe centrale et orientale (PECO) à l'Union Européenne (2004-2007). Ces pays sont devenus la base arrière de l'industrie allemande (son Hinterland), la République fédérale y réalisant d'abondantes délocalisations de proximité pour bénéficier d'une main-d'œuvre qualifiée et peu chère. Aujourd'hui, les PECO sont des rouages essentiels de la plateforme industrielle allemande.

Vous décrivez une situation économique qui tendrait à affaiblir la France, au profit de l'Allemagne. En suivant ce raisonnement, comment expliquez vous les choix réalisés par les dirigeants français ? Y voyez vous le résultat de simples erreurs de jugement ou une volonté délibérée en connaissance de cause ?

Il s'agit à la fois d'un puissant complexe d'infériorité des élites française vis à vis du « modèle allemand », et sans doute aussi d'une volonté d'utiliser l'Allemagne comme un facteur extérieur propre à discipliner la France. Il y a quelques années Wolfgang Schäuble (à l'époque ministre des Finances) avait osé : « la France a besoin que l'on force son Parlement à faire des réformes de structure ». La déclaration avait évidemment choqué, mais elle n'était pas si fautive. Le plus probable est que nos classes dirigeantes sont ravies de « faire des réformes structurelles pour regagner la confiance de l'Allemagne » - selon une expression chère à Emmanuel Macron - et que si ça ne tenait qu'à elles, elle se passeraient même du Parlement.

Je pense que les élites françaises utilisent l'Union européenne pour imposer l'austérité et l'argument allemand pour justifier la course sans fin à la déflation salariale. La contrainte européenne et le désir de « gagner la confiance de l'Allemagne » sont des arguments pour faire passer en force, auprès des « Gaulois réfractaires », une discipline toute luthérienne, ainsi que des politiques économiques qui détruisent à petit feu le modèle social français,

L'accusation existante contre "l'égoïsme allemand" pourrait donc être -selon cette logique- le résultat d'une responsabilité Française ? Reprochez vous plus à la France de ne pas défendre ses intérêts comme l'Allemagne le fait ?

Il y a eu un double mouvement depuis les débuts de l'Europe jusqu'à aujourd'hui. Il y a eu un processus de recouvrement de sa souveraineté par l'Allemagne à la faveur de son appartenance communautaire et, comme en miroir, un phénomène d'érosion de la souveraineté française. *Le diplomate Maxime Lefebvre expliquait ainsi en 2009 : « la construction européenne a été pour l'Allemagne le moyen d'une restauration progressive de sa souveraineté, tandis que pour la France elle représentait un abandon continu de souveraineté ».*

Aujourd'hui et en raison des structures telles qu'on les a choisies (intégration à un grand marché dérégulé, supranationalité), chaque fois que l'Allemagne défend ses intérêts - ce qu'on ne saurait lui reprocher - elle germanise un peu plus l'Europe. Cela se fait de façon mécanique, sans même que la RFA ait à le préméditer. Il ne s'agit pas « d'égoïsme allemand », expression qui relève du jugement moral, mais de causes produisant des effets. Ceci dit, l'Allemagne défend en effet ses intérêts nationaux, au contraire d'une France dont les classes dirigeantes sont complètement post-nationales et ne croient plus en leur pays. Il n'y a qu'à voir le silence de Paris face aux décisions unilatérales que prend de plus en plus souvent Berlin, de la sortie non-concertée du nucléaire à la décision de suspendre sans prévenir personne les règlements de Dublin relatifs à l'asile (2015).

Alors que les ambitions européennes ont été malmenées lors de la déclaration de Meseberg, comment analysez vous l'approche européenne d'Emmanuel Macron dans ce contexte ?

Emmanuel Macron a perdu, il est complètement seul. Aujourd'hui, personne en Europe ne veut de son fédéralisme budgétaire (surtout pas l'Allemagne qui serait alors le premier contributeur financier), ni des réformes de la zone euro qu'il propose, et qui vont dans le sens d'un surcroît d'intégration. Proposer ça après la crise grecque de 2015, alors que le Brexit se rapproche, alors que l'Italie est en train d'engager un bras de fer avec la Commission européenne autour de son projet de loi de finances et qu'on ne sait même pas si cela ne se soldera pas par un « Italexit », c'est être totalement à contretemps par rapport à la marche de l'Histoire. Macron est un président anachronique, qui croit qu'on peut encore faire du giscardisme en 2018 et dont les conceptions en matière d'Europe sentent la naphthaline.

De tout façon, avec qui ferait-il sont « saut fédéral » ? Angela Merkel est une chancelière en bout de course, qui a perdu la main sur sa coalition (et même sur ses propres troupes de la CDU-CSU) et qui, l'aurait-elle voulu (ce qui n'a jamais été le cas car comme tous les dirigeants du monde à part les nôtres, elle est souverainiste), n'a plus la légitimité nécessaire pour entamer un *big bang* européen. Cela n'empêche pas Macron de continuer à reposer sans cesse la même chose, ce qu'il est contraint de faire puisqu'il a fait toute sa campagne présidentielle autour de ces propositions et qu'il n'a pas de plan B.

Quelles seraient les conditions nécessaires à un rééquilibrage politique de cette situation ?

Dans l'état actuel des traités et de l'organisation de l'Union Européenne, on ne peut pas le faire. Elles sont dysfonctionnelles, créent

de la divergence et de la compétition entre les pays membres, attisent les acrimonies réciproques, mais sont irréformables. C'est paradoxal mais pour sauver l'Europe, pour éviter qu'elle ne s'enfonce dans le chaos – ce qui a déjà commencé - il faut tuer l'Union. L'Union européenne n'est pas l'Europe, et l'Europe n'a pas attendu le traité de Maastricht pour exister. A terme, puisque la souveraineté est la condition de possibilité de la démocratie, il faut aller vers un concert des nations, vers une Europe intergouvernementale au sein de laquelle coopéreront des pays redevenus souverains.